

— DES PONTS — PAS DES MURS

Paris, le 3 novembre 2016

Suite au démantèlement de la jungle de Calais, restons attentifs

Les organisations membres du [réseau Des Ponts Pas Des Murs](#) regrettent l'absence de transparence du gouvernement et des pouvoirs publics à propos du démantèlement du bidonville de Calais.

Depuis lundi 24 octobre près de 6000 mineurs, femmes et hommes ont accepté, de gré et surtout de force d'être dans le nouveau dispositif des "Centres d'Accueil et d'Orientation" (CAO) qui pour une part se substitue au Dispositif national d'asile. Si ces centres ont, par voie de circulaires et d'instructions, fonction de permettre aux personnes déplacées de "réfléchir à leurs parcours migratoires", on a tout lieu de craindre que l'issue pour nombre d'entre elles soit *l'orientation* dans un Centre de rétention administrative (CRA) en vue d'une expulsion...

Nos organisations ne sont nullement opposées à la mise en œuvre d'hébergements et de lieux ressources pour l'accès aux droits fondamentaux de celles et ceux actuellement en transit sur le territoire français et pour répondre ainsi à l'urgence humanitaire. Mais une autre réponse aurait été possible qu'un déplacement contraint de toutes ces personnes et leur placement dans des centres qui n'ont ni les habilitations nécessaires ni les moyens, de fait, pour garantir le respect de leurs droits fondamentaux. En ce sens, nous estimons que ces CAO ne sont ni plus ni moins que des expérimentations de l'approche "hotspot" préconisée par l'Union européenne et sont bel et bien des lieux de tri : d'un côté, les personnes admises à demander protection à la France ; de l'autre, celles pour lesquelles doivent être envisagées des procédures d'expulsion.

Notre inquiétude n'est ni soudaine ni imaginaire. L'inflation médiatique et politique de l'expression réductrice "crise des migrants", quotidiennement assénée, occulte les responsabilités de nos sociétés dans le déplacement forcé de centaines de milliers de personnes fuyant chaque année les guerres, les conflits et les troubles sociaux, politiques et économiques de leurs pays. Les gouvernements européens se sont effrayés d'un risque d'« invasion » et ont d'autant plus renforcé leurs politiques de fermeture des frontières. Loin d'affirmer ses valeurs de liberté, de dignité humaine et de respect du droit des personnes (en particulier des plus vulnérables), l'Europe a répondu à la détresse par le rejet et la méfiance systémique, ce qui a offert la possibilité aux idéologies les plus haineuses de se manifester impunément.

L'approche « hotspot » permet de créer de vastes zones extra légales de tri au mépris de la Convention de Genève, soit en périphérie de l'Union européenne, soit sur le territoire national d'États membres. Cette approche se conjugue par ailleurs avec des traités cyniques passés avec des régimes autoritaires aux politiques absolument contraires aux valeurs démocratiques qui fondent l'Union Européenne. Cette démarche technocratique et purement comptable des migrations oblitère les multiples raisons, toutes légitimes, de celles et ceux désignées sous le terme déshumanisant de "migrants" de quitter leur pays d'origine.

Une telle approche, qui fait office de « politique migratoire » mais ne vise que le moyen terme, pourrait bien en elle-même contribuer à une issue funeste du "projet européen"... Il est plus que temps d'envisager sérieusement les bases d'une politique à la hauteur de ce projet collectif, qui ne saurait qu'être fondée sur le droit à la liberté de circulation et d'installation.

Ainsi, nous, organisations du réseau Des Ponts Pas Des Murs, appelons à une vigilance accrue de chacun et chacune, afin que mineurs, femmes et hommes placés dans ces "Centres d'accueil et d'orientation" soient considérés authentiquement comme des sujets de droit mais aussi des sujets politiques, et qu'ils/elles ne soient pas traités comme du bétail. Parce qu'il est hors de question que l'éparpillement des personnes migrantes les rendent invisibles ; parce qu'il est hors de question que nous laissions ce gouvernement en fin de mandat n'ayant plus rien à perdre ni à espérer, poursuivre sa politique coercitive ; parce qu'il est hors de question que l'urgence humanitaire soit instrumentalisée pour justifier les "solutions" répressive de mise à l'abri ; parce qu'il est hors de question que nous nous laissions amadouer. Nous ne nous taisons pas, et nous continuerons sans répit à opposer la solidarité au rejet de l'autre.

Organisations signataires

Union Syndicale Solidaires ; FASTI ; IDD (Immigration – Développement – Démocratie) ; GISTI ; IPAM ; Réseau Foi&Justice Afrique-Europe ; LVN Personnalistes et Citoyens ;

